Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

Régie des loteries du Québec

Rapport annuel 1990-1991

Québec

91-07024/

Le contenu de cette publication a été rédigé par
la Régie des loteries du Québec

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boulevard Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal — 2e trimestre 1991
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 2-551-14625-9
ISSN : 0225-6703

© Gouvernement du Québec

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport des activités de la Régie des loteries du Québec pour l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1991.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre du Revenu,

Me Raymond Savoie

Québec, mai 1991

Monsieur Raymond Savoie, avocat
Ministre du Revenu
3800, rue Marly
Sainte-Foy, Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 18 de la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport de la Régie des loteries du Québec pour l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1991.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le président,

Marcel R. Savard, f.c.a., Adm. A.

Montréal, mai 1991

Table des matières

Chapitre I
Historique 9

1.1 La loi de la Régie 9

1.2 Les règlements et les règles 10

Chapitre II
Structures et objectifs 11

2.1 Les structures 11

2.2 L'organigramme 12

2.3 Les objectifs 13

Chapitre III
Ressources humaines et financières 15

3.1 L'effectif 15

3.2 Les crédits budgétaires et les états financiers 16

3.3 Les revenus nets 16

3.4 Le compte en fidéicommis 17

Chapitre IV
Réalisation et fonctionnement 19

4.1 La Régie 19

4.2 Le Contentieux 19

4.3 Les enquêtes spécialisées 20

4.4 Le Service des loteries 20

4.5 Le Secrétariat 22

Chapitre V
Prospectives 23

Annexes 25

Tableau 1 Tableau comparatif des revenus nets de l'année 1990-1991 avec les revenus de l'exercice précédent 25

Tableau 2 Revenus nets 26

Tableau 3 Statistiques des licences délivrées dans le domaine des appareils d'amusement 27

Tableau 4 Séances et auditions de la Régie 27

Chapitre I
Historique

1.1 La loi de la Régie

La Régie des loteries et courses du Québec a été créée par la *Loi sur les loteries et courses* (L.R.Q., 1969, c. 28), sanctionnée le 23 décembre 1969. Les régisseurs ont été nommés au mois de janvier 1970. Depuis, la Régie a exercé sa compétence. Par l'arrêté ministériel 304 du 23 janvier 1970, il a été ordonné que la Régie ait son siège social à Montréal. Le 22 décembre 1978, la *Loi sur les loteries et courses* a été remplacée par la *Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement* (L.R.Q., c. L-6) dont l'entrée en vigueur a été progressive. Ainsi, l'arrêté ministériel 4006-78 du 22 décembre 1978 fixait au 1er janvier 1979 l'entrée en vigueur des dispositions de la loi relative aux loteries et l'arrêté ministériel 710-79 du 13 mars 1979 fixait au 13 mars 1979 l'entrée en vigueur des articles de la loi concernant les appareils d'amusement et les concours publicitaires. Enfin, le 30 juillet 1980, le gouvernement du Québec fixait au 1er septembre 1980, par le décret 2367-80, l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux courses.

Soulignons qu'une modification de l'article 4 de la loi par l'article 37 de la *loi 17* (1981) supprimait l'obligation qu'un des membres de la Régie soit juge de la Cour provinciale ou de la Cour des sessions de la paix.

Le projet de loi 54, *Loi modifiant certaines lois fiscales* (1983, c. 49), sanctionné le 21 décembre 1983, apportait des amendements à certains articles de la loi (L.R.Q., c. L-6). Par la suite, le projet de loi 84 (1984, c. 27), *Loi modifiant diverses dispositions législatives*, sanctionné le 20 juin 1984, (1984) 116 *G.O.* II, p. 3313, apportait des amendements à certains articles de la loi (L.R.Q., c. L-6). Puis, le projet de loi 76 (1986, c. 58), *Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la justice*, sanctionné le 19 juin 1986, (1986) 118 *G.O.* II, p. 2975, modifiait l'article 121 de la loi (L.R.Q., c. L-6). À son tour, le projet de loi 92 (1986, c. 95), *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne*, sanctionné le 19 décembre 1986, (1986) 119 *G.O.* II, p. 537, modifiait les articles 13, 46, 68 et 73 de la loi (L.R.Q., c. L-6). Ensuite, le projet de loi 28 (1987, c. 68), *Loi modifiant diverses dispositions législatives des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. sanctionné le 14 décembre 1987, (1987) 120 *G.O.* II, p. 281, modifiait l'article 40 de la loi (L.R.Q., c. L-6).

Le 18 décembre 1987, le gouvernement du Québec sanctionnait le projet de loi 89 (1987, c. 103), *Loi sur les courses de chevaux*. Ce projet de loi avait pour objet d'instituer une Commission des courses de chevaux du Québec et de lui confier l'ensemble des fonctions et pouvoirs en matière de courses de chevaux qui étaient dévolus à la Régie des loteries et courses du Québec. La *Loi sur les courses de chevaux* est entrée en vigueur le 31 mars 1988 par le décret 394-88 du 23 mars 1988. Certains articles de notre loi ont donc été modifiés en conséquence.

Enfin, le projet de loi 119 (1989, c. 9), *Loi modifiant la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement*, sanctionné le 5 juin 1989, modifie la loi quant au remplacement d'un membre de la Régie des loteries et courses du Québec, au quorum et à la présidence des séances de la Régie et quant à son pouvoir d'enquête.

Le projet de loi 12 (1990, c. 4), *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale*, est entré en vigueur le 1er octobre 1990. Ce projet présente un ensemble de dispositions modificatives qui visent d'abord à supprimer les dispositions des lois publiques et des chartes municipales qui sont incompatibles, désuètes ou redondantes eu égard aux principes établis dans le Code de procédure pénale. Il s'agit notamment des références à la *Loi sur les poursuites sommaires, à l'imposition de frais, à l'emprisonnement pour défaut de paiement de l'amende et à la procédure de recouvrement des amendes*. Il touche plus particulièrement le chapitre VII « Infractions et peines » de la loi.

Depuis le 21 novembre 1990, par le projet de loi 6 (1990, c. 46), *Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux* et d'autres dispositions législatives, les mots « et courses » ont été supprimés du titre de la loi de la Régie qui se lit comme suit : *Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement* ainsi que dans toute la réglementation qui en découle.

1.2 Les règlements et les règles

1.2.1 Le Règlement et les Règles sur les systèmes de loteries

Au début des activités de la Régie, seul le règlement adopté par l'arrêté ministériel 1435-71 (1971) et ses modifications étaient en vigueur. Un nouveau règlement a été adopté le 5 décembre 1984 par le décret 2704-84, (1985), 117 *G.O.* II, p. 14; il entrait en vigueur le 15 mars 1985. Ce règlement a été modifié par le décret 1241-85 du 19 juin 1985 (1985) 117 *G.O.* II, p. 3491.

Le 14 décembre 1984, par décision de la Régie, des règles sont adoptées, (1985) 117 *G.O.* II, p. 27; elles sont entrées en vigueur le 15 mars 1985. Des modifications à ces règles sont adoptées par décision de la Régie le 22 février 1985, (1985) 117 *G.O.* II, p. 1585, pour entrer en vigueur le 15 mars 1985, ensuite le 22 mai 1985, (1985) 117 *G.O.* II, p. 2804, pour entrer en vigueur le 5 juin 1985, puis le 26 août 1986, (1986) 118 *G.O.* II, p. 3821, pour entrer en vigueur le 10 septembre 1986. Les règles ont de nouveau été modifiées par décision de la Régie le 25 octobre 1989 (1989) *G.O.* II, p. 5565, et sont entrées en vigueur le 23 novembre 1989.

1.2.2 Le Règlement et les Règles sur les appareils d'amusement

Adopté le 13 mars 1979 par l'arrêté ministériel 711-79, (1979) 111 *G.O.* II, p. 2325, le règlement a été modifié par le décret 990-80 du 2 avril 1980, (1980) 112 *G.O.* II, p. 2195, ainsi que par le décret 1591-86 du 22 octobre 1986, (1986) 118 *G.O.* II, p. 4380, pour entrer en vigueur le 12 novembre 1986. Par le décret 623-89 du 26 avril 1989 (1989) *G.O.* II, p. 2750, le règlement a été de nouveau modifié et est entré en vigueur le 1er juin 1989.

Les règles ont été adoptées par décision de la Régie le 15 mars 1979, (1979) 111 *G.O.* II, p. 2335. Ces règles ont été reconduites sans modification le 7 mai 1980, (1980) 112 *G.O.* II, p. 2431. Cependant, des modifications à ces règles ont été adoptées par décision de la Régie le 22 mai 1985, (1985) 117 *G.O.* II, p. 2799, pour entrer en vigueur le 5 juin 1985, ainsi que le 27 octobre 1986, (1986) 118 *G.O.* II, p. 4383, pour entrer en vigueur le 12 novembre 1986. Les règles ont de nouveau été modifiées par décision de la Régie le 25 avril 1989 (1989) *G.O.* II, p. 2753, et sont entrées en vigueur le 1er juin 1989.

1.2.3 Les Règles sur les concours publicitaires

Les règles adoptées le 15 mars 1979 (1979) 111 *G.O.* II, p. 2339 ont été reconduites sans modification le 7 mai 1980, (1980) 112 *G.O.* II, p. 2435. Ces règles ont été remplacées par décision de la Régie le 2 août 1982, (1982) 114 *G.O.* II, p. 2733, et sont entrées en vigueur le 1er septembre 1982. Des modifications à ces règles ont été adoptées par décision de la Régie le 14 décembre 1988 et sont entrées en vigueur le 1er février 1989, (1989) 121 *G.O.* II, p. 16.

1.2.4 Les Règles de pratique et de procédure

Les Règles de pratique et de procédure ont été adoptées par décision de la Régie le 20 septembre 1984, (1984) 116 *G.O.* II, p. 4919, afin de faciliter et d'uniformiser l'introduction et l'audition des litiges soumis à la Régie. Ces règles sont en vigueur depuis le 1er décembre 1984.

Chapitre II
Structures et objectifs

2.1 Les structures

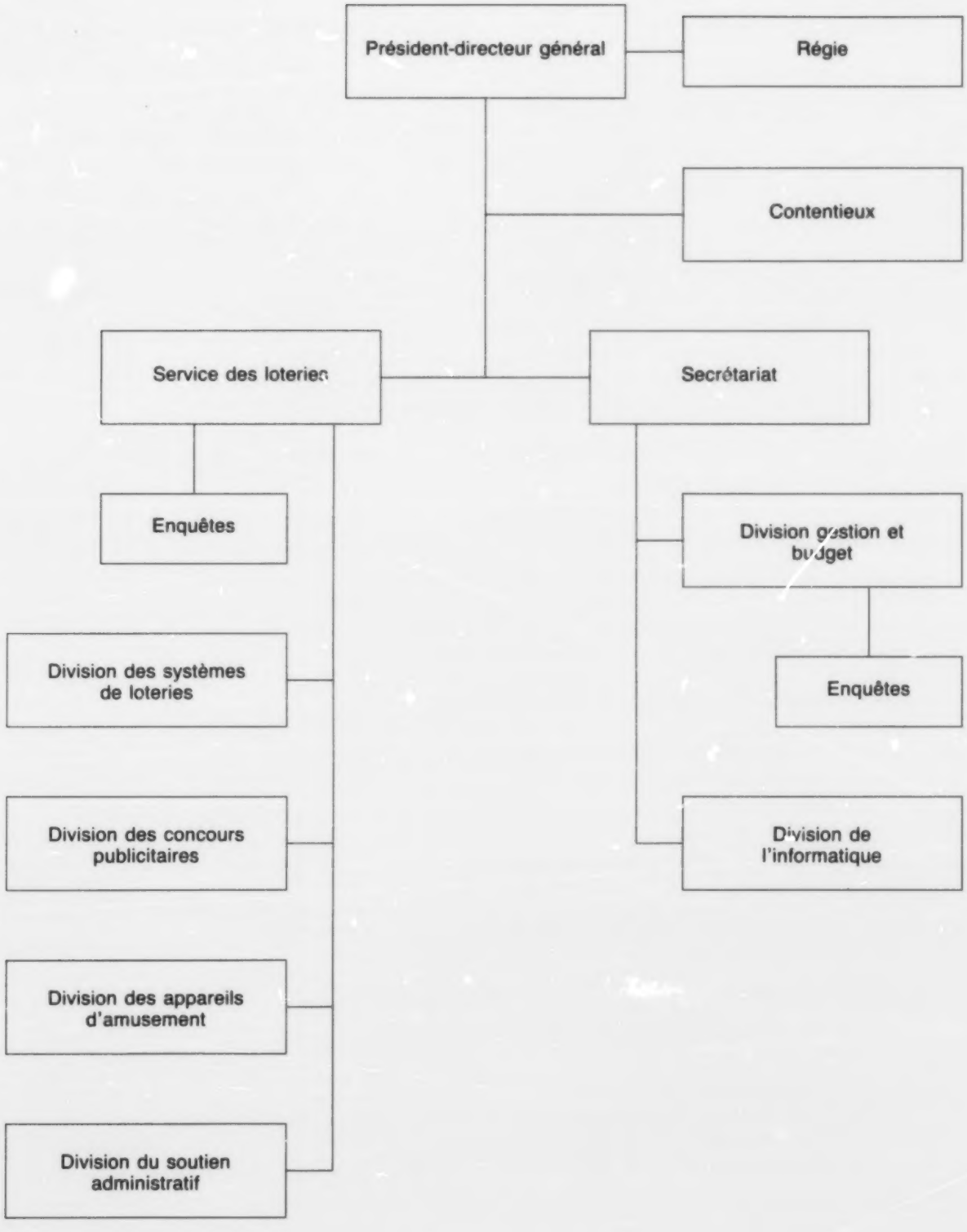
Le mandat confié par le gouvernement à la Régie consiste à assurer l'application, l'exécution et le respect de la loi, des règlements et des règles, à surveiller et à contrôler les concours publicitaires, les systèmes de loteries et l'exploitation des appareils d'amusement.

Dans l'exercice de son mandat, la Régie doit utiliser les pouvoirs qui lui sont conférés de manière à sauvegarder l'ordre public et doit aussi rechercher constamment l'intérêt du public.

Pour l'exécution de son mandat, la Régie a reçu du législateur les pouvoirs suivants :

- **un pouvoir administratif** lui permettant notamment de délivrer, selon les exigences et conditions qui s'y rapportent, les licences prévues par la loi (art. 19), de percevoir les droits prescrits pour l'obtention de ces licences (art. 34) et de refuser de délivrer une licence ou de suspendre ou de révoquer une licence (art. 50);
- **un pouvoir réglementaire** l'autorisant à adopter des règles :
  - pour l'organisation, l'administration, la conduite et le fonctionnement des concours publicitaires, de l'exploitation des appareils d'amusement et des systèmes de loteries (art. 20);
  - de procédure et de pratique pour l'audition des affaires dont elle devra disposer (art. 33);
- **un pouvoir judiciaire** lui permettant, à l'exclusion de tout tribunal, de connaître et de disposer :
  - d'un litige relativement à l'organisation, à la conduite et à l'attribution des prix d'un système de loterie et d'un concours publicitaire et au mode d'exploitation d'un appareil d'amusement (art. 23);
- **un pouvoir de conclure des ententes** avec un autre gouvernement, avec l'un de ses ministères ou organismes ou avec une autre personne en vue de l'application de la loi (art. 21);
- **un pouvoir de vérification et d'enquête** pour s'assurer de l'application et du respect de la loi, des règlements et des règles (c. V, section 1), ainsi que des pouvoirs de perquisition et de saisie.

2.2 L'organigramme



2.3 Les objectifs

L'objectif principal de la Régie est la protection du public. La réalisation de cet objectif est particulièrement évidente par la surveillance et le contrôle qu'elle exerce dans les domaines des loteries et des concours publicitaires. En plus d'assurer l'application, l'exécution et le respect de la loi, de ses règlements et de ses règles, elle perçoit les droits qui y sont prescrits.

La Régie a procédé à de multiples rencontres auprès de représentants d'organismes qui tiennent des systèmes de loteries en vue d'en arriver à une révision du Règlement et des Règles sur les systèmes de loteries. Le projet du Règlement et des Règles a fait l'objet d'une prépublication à la *Gazette officielle du Québec* le 12 décembre 1990.

Les efforts consentis par la Régie au regard de la gestion de ses services ont permis de connaître cette année une augmentation sensible de la productivité d'ensemble. Les indicateurs de cette augmentation de la productivité sont les suivants: d'une part, au cours de l'exercice, la Régie a connu une augmentation de 3,8 % du nombre de licences dans le domaine des systèmes de loteries, de 3,5 % du nombre d'appareils d'amusement qui font l'objet d'une licence et de 3,4 % du nombre d'avis de tenue de concours publicitaires. Les revenus totaux de la Régie ont été de 21 904 542 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 1991, comparativement à 23 007 467 $ pour l'exercice précédent, soit une diminution de 4,8 %.

Chapitre III
Ressources humaines et financières

3.1 L'effectif

La Régie se compose de cinq membres dont un président et un vice-président, tous nommés par le gouvernement.

Le président est nommé pour une période n'excédant pas cinq ans et les autres membres pour une période n'excédant pas trois ans. Tous les membres exercent leurs fonctions à temps plein.

Le président est directeur général de la Régie et, de ce fait, responsable de l'administration de la Régie dans le cadre de ses règlements et règles de régie interne.

Au 31 mars 1991, les membres de la Régie étaient les suivants :

- M. Marcel R. Savard, f.c.a., président-directeur général;
- Me Albert Raymond, vice-président;
- Me Marie Caron;
- M. Rock André Guertin;
- M. André Harvey.

Au cours de l'année financière 1990-1991, la Régie était assistée, dans l'exécution de son mandat, des principaux collaborateurs suivants :

— au Contentiaux :
  - Me André J. Chrétien;

— au Secrétariat :
  - M. Charles Carpenter, secrétaire de la Régie;
  - M. Richard Blouin, c.g.a., chef de la Division de la vérification, du budget et de la gestion interne;
  - M. Michel Lafond, chef de la Division informatique;

— au Service des loteries :
  - M. Pierre Boutin, directeur;
  - M. Jean-Maurice Tremblay, chef de la Division des appareils d'amusement et de la Division des systèmes de loteries;
  - M. Robert Desrochers, chef de la Division des concours publicitaires et de la Division du soutien administratif.

La répartition de l'effectif en poste au 31 mars 1991 à la Régie était la suivante :

Bureau de la Régie	9
Secrétariat de la Régie	17
Service des loteries	29
Grand Total :	55 employés

Quinze employés occasionnels ont travaillé un total de 2 402 jours en remplacement du personnel permanent de la Régie ou à titre de surnuméraires.

3.2 Les crédits budgétaires et les états financiers

Les crédits de la Régie sont votés par l'Assemblée nationale. Les dépenses encourues pendant la dernière année financière, selon les états financiers de la Régie, sont données ci-dessous :

(000 $)

Fonctionnement	Crédits révisés	Dépenses	Écart
Personnel			
01- Traitements réguliers	1 988,7	1 830,9	157,8
02- Autres rémunérations	244,9	264,8	(19,9)
	2 233,6	2 095,7	137,9
Autres dépenses			
03- Transport et communications	55,5	46,9	8,6
04- Services professionnels	46,9	44,9	2,0
05- Entretien et réparations	30,0	34,4	(4,4)
06- Loyers	624,8	582,2	42,6
07- Fournitures	61,6	43,7	17,9
08- Matériel et équipement	13,2	16,1	(2,9)
11- Autres dépenses		0,7	(0,7)
	832,0	768,9	63,1
Statutaire			
11- Intérêts sur remboursements	3,2	4,8	(1,6)
Capital			
08- Matériel et équipement	36,2	35,2	1,0
Avances permanentes			
16- Prêt, placement et avances	1,5		1,5
Total	**3 106,5**	**2 904, 6**	**201,9**

3.3 Les revenus nets

Le caractère fiscal de la loi et des règlements commandent le paiement de droits et d'intérêts qui sont versés en rapport avec l'émission des licences requises ou de la tenue de concours publicitaires. De même, la Régie peut procéder à des confiscations d'argent (appareils d'amusement). Les revenus nets de la Régie, au cours de l'année financière se terminant le 31 mars 1991, ont été de 21 904 542 $, soit une diminution de 4,8 % par rapport à l'exercice financier précédent. Le tableau 1, en annexe, montre les données comparatives des revenus nets.

Les montants des dépenses encourues et des droits perçus sont fournis à partir des données disponibles au 31 mars 1991 et sont sujets à vérification par le vérificateur général. La loi de la Régie n'oblige pas le vérificateur général à émettre annuellement une opinion sur les états financiers de celle-ci.

3.4 Le compte en fidéicommis

Afin de s'assurer que les prix à être attribués sont effectivement remis aux gagnants lors de concours publicitaires ou de tirages, la Régie exige dans certains cas la production de cautionnement. Certains de ces cautionnements sont produits en argent et sont déposés dans un compte en fidéicommis.

De plus, la Régie procède également à la saisie de sommes d'argent en matière d'appareils d'amusement et ces sommes sont déposées dans un compte en fidéicommis, remis aux fonds consolidés de la Province au début de l'exercice financier suivant.

Les soldes, à la fin des années financières 1991 et 1990, étaient les suivants :

Grand livre aux cautionnements
compte en fidéicommis

	1991-03-31	1990-03-31
Tirages	220 776,00	67 588,00
Concours publicitaires	451 297,00	114 291,00
Appareils d'amusement	45 815,35	43 257,60
Total	**717 888,35**	**225 136,60**

Chapitre IV
Réalisation et fonctionnement

4.1 La Régie

Le mandat des membres de la Régie consiste à accorder ou à refuser les demandes de licence qui leur sont présentées, selon qu'elles sont conformes ou non à la *Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement*, et aux règlements ou aux règles adoptés en vertu de cette loi. Ils entendent les objections faites à l'encontre des demandes produites dans les cas prévus par la loi et les plaintes formulées contre les détenteurs de licence et les personnes au bénéfice desquelles un concours publicitaire est tenu. Ils émettent des ordonnances pertinentes à la gestion des licences ou à la tenue des concours publicitaires, particulièrement quant à la fixation des cautionnements pour garantir l'attribution des prix offerts.

Les membres procèdent également aux enquêtes qu'ils jugent à propos de tenir, en convoquant les personnes et les organismes requérants ou détenteurs de licence. Ils ordonnent, au besoin, l'émission de mandats d'enquête auprès des personnes et des organismes au regard de l'application de la loi, des règlements ou des règles.

Les membres de la Régie définissent la politique et les orientations de la Régie. En ce sens, ils agissent collectivement et décident à la majorité des voix des matières soumises à la juridiction de la Régie. Les décisions de la Régie sont rendues par écrit et motivées. Cette dernière peut, pour cause, réviser ou révoquer une décision qu'elle a rendue.

4.1.1 Les activités de la Régie

4.1.1.1 Les séances

Au cours de l'année, la Régie a tenu 62 séances. Le calendrier de la Régie prévoit généralement la tenue d'une séance par semaine. Les membres de la Régie ont alors pour tâche d'étudier les dossiers présentés par chacun des services et divisions de la Régie.

Les matières soumises à la Régie relativement aux systèmes de loteries concernent la gestion des demandes de licence et des droits qui y sont rattachés, la révision des dossiers, de même que les questions touchant l'application des dispositions réglementaires de la part des détenteurs de licence.

Dans le domaine des appareils d'amusement, les matières portées devant la Régie sont les demandes de licence et de vignette, l'annulation, la modification ou la suspension d'une licence en vigueur, le remboursement de droits, la révision des dossiers ainsi que la gestion des avis de cotisation et des cautionnements pour garantir le paiement des droits.

En matière de concours publicitaires, la Régie procède à l'examen des dossiers particuliers qui lui sont soumis pour étude. Les interventions de la Régie ont trait à l'évaluation des prix offerts, à la fixation des droits et des cautionnements pour garantir l'attribution des prix offerts ainsi qu'aux matières relatives à la gestion des cautionnements et des avis de cotisation.

Enfin, la Régie décide également des remboursements de droits.

4.1.1.2 Les auditions

En 1990-1991, la Régie a tenu 57 auditions dont on retrouve le détail au tableau 4 en annexe. Signalons que la Régie se rend accessible à sa clientèle en se déplaçant au Québec pour la tenue des auditions ou encore en utilisant le moyen de la conférence téléphonique lorsque les circonstances le permettent.

4.2 Le Contentieux

Le Contentieux est un service interne qui, à la demande de la Régie, émet des avis légaux sur les conflits de législation et sur toute question de droit se rapportant aux prérogatives et aux pouvoirs de la Régie. De plus, la rédaction des textes légaux lui est confiée.

La Régie lui confie également la surveillance de toutes les procédures engagées par ou contre la Régie, de même que la responsabilité d'entamer les procédures légales en matière de recouvrement de droits.

Le Contentieux donne des opinions à la Régie sur la recevabilité des plaintes et procède au traitement des plaintes, notamment en obtenant la version des parties en cause de façon à soumettre à la Régie toutes les informations requises pour qu'elle puisse trancher les litiges.

Pendant l'année, la Régie a reçu 58 plaintes relatives aux systèmes de loteries et 518 plaintes concernant les concours publicitaires, pour un total de 576 plaintes. Durant cette même période, 276 plaintes ont été réglées par le service. La Régie a rendu une décision dans le cas de 16 plaintes; 4 décisions favorisaient le plaignant et 12 favorisaient l'organisme en cause. Il y a eu 2 ententes suite à une audition.

4.3 Les enquêtes spécialisées

Les fonctions de surveillance et de contrôle de la Régie sont exercées notamment par des enquêteurs mandatés par la Régie. Ils peuvent également procéder à des vérifications sommaires et produire des constats d'infraction à partir des dossiers dont la Régie dispose. De plus, à partir des informations qu'ils obtiennent dans le cours normal de leurs activités, ils peuvent recommander à la Régie la tenue d'enquêtes.

Pendant l'année 1990-1991, les enquêteurs ont reçu 170 mandats d'enquête. Les mandats portaient sur des présumées infractions à la loi, aux règlements et aux règles relativement à la conduite de bingos et de tirages, à des présumées fraudes, à des erreurs administratives commises par des détenteurs de licence, à l'attribution des prix offerts dans les tirages et les concours publicitaires, à des jeux conduits à l'occasion de foires, à l'exploitation sans licence d'appareils d'amusement et à la non-déclaration de la tenue de concours publicitaires. Au cours de l'année, 106 enquêtes ont été complétées.

4.4 Le Service des loteries

Les principales responsabilités du Service des loteries sont :

- de réaliser les opérations de soutien administratif nécessaires :
  - à la délivrance des licences autorisant la conduite des systèmes de loteries et l'exploitation des appareils d'amusement;
  - à la fixation des droits qui y sont rattachés;
- d'analyser les dossiers des requérants, des organismes et des entreprises pour assurer le respect de la loi, des règles et des règlements et pour permettre à la Régie d'exercer son rôle de surveillance et de contrôle dans le domaine des loteries, des appareils d'amusement et des concours publicitaires;
- de préparer pour la Régie les dossiers relatifs à la tenue des concours publicitaires pour qu'elle établisse, entre autres, les droits exigibles et fixe les cautionnements;
- de s'assurer que tous les prix ont été remis aux gagnants de concours publicitaires;
- de s'assurer de l'absence d'antécédents judiciaires des requérants de licence lorsque cela est prévu par les règles;
- de transmettre les ordonnances de la Régie;
- de répondre aux demandes du public relativement à la politique et aux décisions de la Régie.

4.4.1 Les systèmes de loteries

Les personnes et les organismes qui peuvent obtenir une licence pour conduire et administrer un système de loterie sont les suivants :

- un organisme sans but lucratif qui poursuit des fins, des oeuvres charitables ou religieuses, en vue de soulager la pauvreté, de promouvoir l'éducation ou tout autre dessein avantageux pour la collectivité;
- une personne qui tient une foire agricole, durant la période de cette foire et au cours de la semaine qui précède, sur le terrain de la personne ou dans un endroit qu'elle détient par location;
- toute personne dans un lieu d'amusement public, un concessionnaire d'une personne qui tient une foire agricole, durant la période de cette foire, sur le terrain de la personne qui tient la foire ou dans un endroit que cette personne détient par location, à la condition que :
  - le montant ou la valeur de chaque prix attribué ne dépasse pas 100 $;
  - le montant ou autre valeur payé pour obtenir une chance de gagner un prix ne dépasse pas 0,50 $;
- une personne qui agit à titre d'organisateur professionnel;
- une société d'agriculture qui ne tient pas une foire agricole.

La Régie s'assure que les revenus provenant de l'administration des systèmes de loteries servent effectivement aux fins pour lesquelles la licence a été accordée en exerçant un contrôle sur l'utilisation des sommes d'argent perçues.

Au cours de l'année, la Régie a autorisé l'émission de 5 841 licences selon la répartition suivante :

Bingos	2 928
Tirages	2 712
Jeux divers	190
Organisateurs professionnels	11
Total	**5 841**

Au regard des licences de bingo, les 2 911 rapports d'activités reçus des détenteurs de licence indiquent ce qui suit :

(000 $)	1990-1991		1989-1990	
	Montants	% sur montants perçus	Montants	% sur montants perçus
Montants perçus	107 943		81 716	
Frais d'administration	7 740	7 %	5 429	7 %
Prix attribués	68 776	64 %	52 517	64 %
Surplus (avant le paiement des taxes municipales)	**31 426**	**29 %**	**23 770**	**29 %**

La taxe municipale versée par les organismes détenteurs d'une licence de bingo représente 0,5 % des montants perçus, soit 514 000 $.

Les licences délivrées en 1990-1991 pour les tirages ont permis aux organismes d'offrir en vente au public la valeur de 77 995 000 $ en billets de tirage. Les données compilées par la Régie à partir de 1 956 rapports produits par les organismes détenteurs de licence de tirage indiquent ce qui suit au regard de la conduite de ces systèmes de loteries :

(000 $)	1990-1991		1989-1990	
	Montants	% sur montants perçus	Montants	% sur montants perçus
Montants perçus	42 324		38 906	
Frais d'administration	4 389	10,4 %	4 267	11 %
Prix attribués	16 361	38,7 %	14 577	37 %
Surplus	**21 574**	**51 %**	**20 062**	**52 %**

Au regard des licences de casino, les rapports d'activités reçus des détenteurs de licence indiquent ce qui suit :

(000 $)	1990-1991		1989-1990	
Nombre de rapport	**26**		**31**	
	Montants	% sur montants perçus	Montants	% sur montants perçus
Montants perçus	8 017		5 598	
Frais d'administration	3 912	49 %	3 220	58 %
Surplus	**4 105**	**51 %**	**2 378**	**42 %**

La Division des systèmes de loteries doit préparer les avis de cotisation pour les droits et les intérêts non payés et fournir au requérant des explications concernant les états de compte.

4.4.2 Les appareils d'amusement

En 1990-1991, la Régie recevait 1 608 demandes dont 21 concernaient une licence de commerçant d'appareils d'amusement et 1 587 une licence permettant l'exploitation de 41 659 appareils d'amusement.

La Division des appareils d'amusement procède à l'étude des avis d'opposition et des demandes de remboursement en vue de faire des recommandations à la Régie. Elle doit également préparer les avis de cotisation pour les droits et les intérêts non payés et fournir au requérant des explications concernant les états de compte. Au cours de l'année, la Division a émis 762 avis de cotisation pour un total de 1 126 023 $.

Soulignons qu'au cours de la période, la division a traité des demandes d'émission de vignettes

additionnelles, lesquelles se rapportaient à 12 358 appareils.

Le tableau 3, en annexe, donne la répartition des licences délivrées par catégorie d'appareils d'amusement, pour l'année 1990-1991.

La Cour d'appel du Québec a confirmé le jugement Stalker sur l'illégalité des appareils d'amusement de catégorie «A». La Régie a alors imposé un moratoire sur l'émission des vignettes de catégorie «A», à compter du 1er mars 1991. Un avis de requête pour permission d'en appeler a été déposé devant la Cour suprême du Canada le 26 avril 1991, et la Régie a alors levé le moratoire sur l'émission des vignettes. La Régie suit de très près l'évolution de ce dossier.

4.4.3 Les concours publicitaires

Le concours publicitaire est un concours, un système de loterie, un jeu, un plan ou une opération dont le résultat est l'attribution d'un prix et dont le but est de promouvoir les intérêts commerciaux d'une personne au bénéfice de laquelle il est tenu.

La Régie n'est pas chargée d'approuver la tenue d'un concours publicitaire et ne délivre pas de licence dans ce domaine. Toutefois, elle exerce une surveillance étroite sur la tenue d'un concours publicitaire de façon à protéger le public. La Régie a aussi le pouvoir de trancher un litige entre un participant et la personne au bénéfice de laquelle le concours est tenu. De plus, la loi exige le paiement de droits lorsque la valeur totale des prix offerts dépasse 100 $.

Afin de garantir l'attribution des prix offerts, les règles prévoient le dépôt d'un cautionnement dans certains cas. Les règles exigent également la production des règlements de participation au concours, la description complète des prix offerts et le texte de toute réclame utilisée pour promouvoir le concours ainsi qu'un rapport écrit permettant à la Régie de s'assurer que tous les prix ont été remis. Ces moyens de contrôle sont essentiels à la Régie pour exercer son mandat de protection du public et pour régler les litiges qui lui sont soumis.

Au cours de l'année, la Division des concours publicitaires a reçu 3 954 avis de tenue de concours publicitaires. Les Québécois se sont vu offrir la chance de gagner la valeur de 83 524 000 $ en prix par les divers concours publicitaires.

4.5 Le Secrétariat

Le Secrétariat assure le bon fonctionnement de la Régie en dirigeant le personnel et en lui fournissant les services matériels nécessaires. Il voit à l'organisation logistique des séances et auditions, à la convocation des participants aux auditions, à la rédaction et à la publication des procès-verbaux et des ordonnances. Il assume l'élaboration et la mise en place de la politique de gestion concernant l'administration et contrôle l'exécution des tâches en fonction des programmes établis.

Deux divisions sont directement sous la responsabilité du Secrétariat de la Régie, soit la Division de la vérification, du budget et de la gestion interne et la Division de l'informatique.

4.5.1 La vérification, le budget et la gestion interne

La Division de la vérification, du budget et de la gestion interne est responsable des opérations de soutien administratif et financier. Elle offre les services administratifs requis pour l'acheminement du courrier, les achats et la gestion du personnel. La Division assume la comptabilité de la Régie. Elle assure le contrôle des effets négociables et la production de rapports financiers internes et externes. Elle a également pour tâche d'assister les divisions opérationnelles en procédant à la perception des droits et à l'émission des remboursements. Elle joue aussi un rôle de vérification interne.

4.5.2 L'informatique

L'informatisation des différents secteurs d'activités à la Régie des loteries du Québec s'est poursuivie durant l'année 1990-1991. Nous avons complété le processus d'analyse et de développement de la Division des concours publicitaires et procédé à l'implantation du nouveau système informatisé.

Nous avons procédé au même exercice dans la Division des systèmes de loteries (plus précisément dans le secteur des foires agricoles où l'on décerne des licences de casinos). Par contre, ce secteur d'activités n'était pas du tout informatisé auparavant. Nous avons également développé et modifié certains traitements informatisés dans d'autres secteurs, plus particulièrement dans la Division des appareils d'amusement.

Pour l'année 1991-1992, nous envisageons de restructurer les systèmes informatiques de la Division des systèmes de loteries pour les secteurs du bingo et du tirage, et d'effectuer des ajustements dans les secteurs déjà informatisés.

Chapitre V
Prospectives

Malgré les circonstances très difficiles, les revenus de la Régie n'ont pas été affectés sensiblement.

La Régie suit de très près les nouveaux projets discutés.

L'informatisation des services nous permet une meilleure gestion des opérations et un meilleur service à la clientèle.

Annexes

Tableau 1

Tableau comparatif des revenus nets de l'année 1990-1991 avec les revenus de l'exercice précédent

	1990-1991 $	1989-1990 $	Variation $	Variation %
Systèmes de loteries	2 768 355	2 873 427	(105 072)	(3,7)
Appareils d'amusement	15 574 026	16 020 076	(446 050)	(2,8)
Concours publicitaires	3 561 151	4 111 196	(550 045)	(13,4)
Autres (amendes, confiscations)	1 010	2 768	(1 758)	(63,5)
Total	**21 904 542**	**23 007 467**	**(1 102 925)**	**(4,8)**

Tableau 2

Revenus nets	**1990-1991**	**1989-1990**
Bingos	745 752	679 601
Tirages	1 566 063	1 590 560
Autres systèmes :		
- Foires agricoles	406 958	486 900
- Organisateurs professionnels	43 400	114 300
Appareils d'amusement	15 374 180	15 860 300
Concours publicitaires	3 396 406	4 044 574
Total	**21 532 759**	**22 776 265**

Intérêts	**1990-1991**	**1989-1990**
Bingos, tirages, organisateurs prof.	6 182	2 074
Appareils d'amusement	199 846	159 738
Concours publicitaires	164 745	66 622
Total	**370 773**	**228 434**

Confiscations et recouvrements de dépenses	**1990-1991**	**1989-1990**
Confiscations et recouvrements de dépenses	1 010	2 768
Total	**1 010**	**2 768**

Total général	**21 904 542**	**23 007 467**

Comptes-clients au 31 mars 1991

	Droits	**Intérêts**	**Total**
Appareils d'amusement	1 676 595*	251 491	1 928 086
Concours publicitaires	184 556	33 748	218 304
Loteries	37 388**	1 550	38 938
Total	**1 898 539**	**286 789**	**2 185 328**

* Comprend 1 804 096 $ de paiements échelonnés de droits reliés aux licences en vertu du Règlement sur les appareils d'amusement.

** Comprend 34 803 $ de paiements échelonnés de droits reliés aux licences en vertu du Règlement sur les systèmes de loteries.

Tableau 3

Statistiques des licences délivrées dans le domaine des appareils d'amusement

Nombre de licences délivrées

	Nombre de licences		Variation 1991-1990	
	1990-1991	1989-1990	Nombre	%
Exploitants	1 587	1 480	+ 107	+ 7,2 %
Commerçants	21	27	− 6	− 22,2 %

Nombre d'appareils sous licence

Catégorie	Droits	Nombre d'appareils		Variation 1991-1990	
		1990-1991	1989-1990	Nombre	%
A	750 $	18 581	17 280	+ 1 301	+ 7,5 %
B	300 $	11 707	12 493	− 786	− 6,3 %
C	100 $	10 071	9 234	+ 837	+ 9,1 %
D	25 $	1 300	1 252	+ 48	+ 3,8 %
Total		**41 659**	**40 259**	**+ 1 400**	**+ 3,5 %**

Tableau 4

Séances et auditions de la Régie

Séances		62
Auditions		57
— Appareils d'amusement :	4	
— Concours publicitaires :	10	
— Systèmes de loteries :	43	
Total (séances et auditions)		**119**

ISBN 2-551-14625-9

90000

9 782551 146253

Imprimé au Québec (Canada)

Régie des loteries du Québec

2 00 $